

# Xavier Bettel : «Je ne suis pas arbitre»

Si la réunion «tripartite» du Semestre européen 2018 n'a débouché sur aucune conclusion politique du gouvernement, elle aura permis au Premier ministre de préparer son discours sur l'état de la Nation.

**Xavier Bettel a mis en exergue sa «responsabilité politique» devant les députés, au terme de la réunion d'hier, qui a réuni gouvernement et partenaires sociaux au château de Senningen. Comprendre qu'il se prononcera sur les positions syndicales et patronales à l'occasion de son traditionnel discours sur l'état de la Nation, fin avril, à la Chambre.**

De notre journaliste  
Claude Damiani

Quand syndicats et patronat s'écharpent sur le rapport par pays 2018 de la Commission européenne pour le Luxembourg et sur les dossiers socioéconomiques brûlants, durant près de trois heures, cela ressemblerait presque à «un match de ping-pong», selon les termes du Premier ministre, Xavier Bettel. Face aux divergences affichées par les différents camps présents à cette «tripartite», le chef du gouvernement a rapidement coupé court : «Depuis quatre ans, au terme de cet exercice, certains me disent que le gouvernement va trop loin, alors que d'autres estiment que l'on n'est pas allés assez loin. Je rappelle que je ne suis pas ici pour distribuer des points à tel ou tel camp. En effet, ce dialogue social est, avant tout, une importante consultation et un échange entre gouvernement et partenaires sociaux.»

Ceci dit, le Premier ministre a tout de même jugé opportun de faire deux commentaires, loin d'être anodins, si on les met en perspective avec le calendrier électoral.

## ➤ Bettel défend son bilan à demi-mot

Implicitement, en effet, Xavier Bettel a d'ores et déjà défendu son bilan en jugeant, au terme de la réunion de ce Semestre européen 2018, que (son) «Paquet d'avenir a obtenu les résultats escomptés». En décrypté, le Premier ministre a estimé, par le biais de cette petite phrase, que les mesures d'austérité contenues dans ce *Zukunftspak* ont permis de rééquilibrer les finances publiques, avant de les rendre «globalement saines», selon les termes de la Commission européenne.

Par ailleurs, Xavier Bettel a également lâché qu'il fallait «des investissements publics conséquents en faveur des futures générations», soit une phrase qui a de quoi conforter à nouveau son bilan, lui qui avait déclaré, le 26 avril 2017, lors de son dernier discours sur l'état de la Nation, que «le taux d'investissement se situe à 4 % du PIB, ce qui est largement au-dessus de la moyenne européenne de 2,8 % et bien plus que

les 2,2 % du voisin allemand». Une manière de plus de défendre le bilan de l'action de son gouvernement et sans doute, également, une façon d'entrer, à demi-mot, en campagne électorale? À part cette brève déclaration, le chef du gouvernement s'est contenté de dire qu'il n'avait pas la fonction d'«arbitre» entre le camp syndical et le camp patronal. De ce fait et car il a rappelé être «politiquement responsable devant le Parlement», il réservera «une série de réponses» (selon l'expression du vice-Premier ministre, Étienne Schneider) aux députés, fin avril, à l'occasion de la version 2018 de son discours sur l'état de la Nation.

Cela étant, cette réunion aura tout de même offert l'opportunité aux différents orateurs d'évoquer la «situation relativement favorable au Luxembourg», selon l'expression du gouvernement pour résumer, de manière générale, le rapport de Bruxelles. Tout le beau monde réuni autour de la table du château de Senningen n'aura, à divers degrés, certainement pas eu la même vision de la chose, mais les trois parties présentes auront, au moins, été unanimes sur un point, à savoir l'importance de tenir régulièrement ce genre de dialogue social.

## Logement, l'inextricable dossier

Parmi les priorités édictées aussi bien par le gouvernement que par les partenaires sociaux figure inévitablement la problématique du logement. Le ministre du Logement, Marc Hansen, a évoqué le fait que «le gouvernement est sur la bonne voie en vue de créer plus

de logements, mais il faut redoubler d'efforts et surtout parvenir à mobiliser des terrains». De leur côté, les syndicats ont prôné de «conférer un caractère obligatoire aux taxes communales, en conditionnant l'attribution de la contribution financière donnée par l'État aux communes, dans le cadre du pacte logement, à l'in-

troduction par ces dernières des taxes communales en question, ou, à défaut, d'introduire une telle taxe au niveau national», afin d'agir sur l'offre de terrains. Le patronat, enfin, a estimé «urgent d'implémenter une politique du logement axée davantage sur l'offre», entre autres, en mobilisant les terrains non bâtis par divers moyens et en allégeant les procédures d'autorisations.



(De h. en b. et de g. à d.) : le patronat, représenté ici par le président de l'UEL, Michel Wurth, en pleine discussion avec le Premier ministre, le camp syndical (OGBL, LCGB et CGFP) et celui du gouvernement.